



L'ASIE, VERS UN ORDRE POST-AMÉRICAIN ?

Une recomposition en marche

[Céline Pajon](#), [John Seaman](#)

in Thierry de Montbrial et al., La guerre de l'information aura-t-elle lieu ?

Institut français des relations internationales | « Ramses »

2017 | pages 58 à 61

ISBN 9782100759729

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/la-guerre-de-l-information-aura-t-elle-lieu---page-58.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

© Institut français des relations internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

►► L'Asie, vers un ordre post-américain ?

Une recomposition en marche

La Chine entend s'affirmer comme puissance tutélaire grâce à ses vastes moyens financiers, en particulier à travers le projet des Nouvelles routes de la soie. Parallèlement, l'incertitude du positionnement américain incite les acteurs de la région à redéfinir postures et relations. Le jeu de bascule géopolitique est ouvert, vers un nouvel équilibre faisant une plus grande place à Pékin.

La transformation des rapports de force dont l'Asie est le théâtre depuis une dizaine d'années s'est accélérée ces derniers mois. Une politique étrangère chinoise plus proactive et volontariste dans la redéfinition structurelle de la région se juxtapose désormais à une approche américaine confuse et en retrait sous Donald Trump. Un ordre régional post-américain se profile, à court ou long terme, et les pays asiatiques se positionnent face à un avenir qui pourrait s'avérer plus sino-centré.

► Une Chine plus volontariste, une puissance américaine sans boussole

Depuis l'été 2016 qui a vu la montée des protectionnismes en Europe et aux États-Unis avec le Brexit puis l'élection de Donald Trump, la Chine s'estime en position de force pour jouer un rôle de leader global sur plusieurs dossiers importants, de la transformation de la gouvernance mondiale au changement climatique. Symbole de ces nouvelles ambitions, Pékin a accueilli 28 chefs d'État et de gouvernement ainsi que de nombreux officiels les 14 et 15 mai 2017 pour discuter du projet chinois des Nouvelles routes de la soie (*One Belt, One Road* – OBOR). Conçue en 2013 comme un plan de développement des infrastructures pour promouvoir l'interconnectivité régionale, l'initiative s'est assez étoffée pour prétendre aujourd'hui jeter les bases d'un nouvel ordre économique, voire diplomatique et sécuritaire pour l'Eurasie.

Sous l'étiquette OBOR, Pékin propose des mécanismes de coordination politique, de libéralisation du commerce, d'intégration financière et géographique. Pour financer ces projets, la Chine a créé des mécanismes multilatéraux, comme la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) – qui associe 70 pays après le ralliement de 13 nouveaux membres en 2017. La priorité est toutefois donnée au financement bilatéral, à travers ses banques politiques (la Banque chinoise de développement et la China Ex-Im Bank) et commerciales, ou encore le nouveau Fonds des Routes de la soie (Silk Road Fund), qui alignait,

fin 2016, 284 des 292 milliards de dollars alloués au projet OBOR. Si ce projet aboutit, il placera la Chine au cœur d'un nouvel ordre économique régional.

Pékin continue par ailleurs à moderniser son appareil militaire et à développer sa capacité de projection de la force, avec notamment un deuxième porte-avions (avril 2017) – le premier de fabrication entièrement chinoise. La Chine ouvre également sa première base navale à l'étranger, à Djibouti. Cette dernière accompagne un flux d'investissements croissant ces dernières années. Pékin finance désormais sous le label OBOR le développement d'infrastructures portuaires de l'Asie du Sud-Est à la côte est de l'Afrique.

► **Incertitudes américaines**

Sur l'autre rive du Pacifique, la nouvelle administration américaine s'efforce d'affirmer sa présence dans la région. Si le candidat Trump annonçait un changement radical de posture (menace de guerre commerciale avec la Chine, remise en question des termes des alliances avec le Japon et la Corée du Sud, remise en question de la politique d'une « Chine unique »), le président Trump semble revenir à une posture régionale plus traditionnelle. En recevant rapidement le Premier ministre japonais Shinzo Abe à Mar-a-Lago, et en dépêchant sur place le secrétaire d'État, le secrétaire à la Défense et le vice-président Pence, la nouvelle administration a voulu rassurer ses alliés asiatiques. Donald Trump a d'ores et déjà annoncé sa présence au prochain sommet de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), en novembre 2017 aux Philippines. Et Washington entend réinvestir massivement dans sa puissance militaire, avec un projet d'augmentation de 10 % du budget de défense en 2018 (pour atteindre 639 milliards de dollars). Donald Trump espère ainsi renforcer la *Navy* pour disposer d'une flotte de 350 navires (contre 272 actuellement), permettant de réaffirmer la capacité des États-Unis à s'imposer, entre autres, dans le Pacifique.

La nouvelle administration est pourtant toujours à la recherche d'une stratégie dans la région et aligne les initiatives qui nuisent à l'influence américaine : le retrait du Partenariat Trans-Pacifique (TPP) annoncé par le président Trump dès son investiture en est peut-être la plus significative. Cet accord, signé avec 11 autres pays asiatiques et américains, était conçu en grande partie pour dessiner de nouvelles règles commerciales et économiques pour la région, afin d'encourager – sinon de contraindre – la Chine à des réformes structurelles. Sans contre-proposition géo-économique claire pour ses partenaires, aucune réponse américaine à la stratégie de plus en plus sophistiquée de la Chine ne pourra être efficace. Hors le domaine sécuritaire, les États-Unis semblent en plein retrait du champ diplomatique : l'administration Trump prévoit notamment de réduire le budget du département d'État et de l'aide publique au développement de 28 %. Ce délaissement du champ diplomatique est d'autant plus révélateur qu'à l'été 2017 de nombreux postes clés – secrétaires adjoints aux affaires asiatiques, aux départements d'État, à la Défense – ne sont toujours pas pourvus, ce qui limite les efforts de coordination avec les partenaires asiatiques et la réflexion stratégique sur la région.

► Entre tensions et repositionnements

Les incertitudes créées par la mutation du rapport de force géopolitique et le caractère imprévisible du positionnement américain incitent les pays asiatiques à anticiper les scénarios du pire et à relancer leurs dépenses militaires. Les budgets de défense de la région ont augmenté à un rythme annuel de + 5 à 6 % par an depuis cinq ans, la Chine représentant 40 % du montant total. La modernisation des arsenaux concerne d'abord les capacités navales et aériennes.

Les tensions restent vives en mer de Chine orientale : Japon et Chine y ont un contentieux territorial, et la relation entre Pékin et Taipei s'est dégradée depuis l'arrivée au pouvoir de la démocrate Tsai Ing-Wen en janvier 2016, partisane d'une plus grande autonomie. C'est toutefois la Corée du Nord qui apparaît comme la menace immédiate en Asie du Nord-Est. Pyongyang exhibe les progrès de ses armements en multipliant les essais balistiques, laissant craindre le prochain lancement d'un missile nucléaire à longue portée pouvant frapper le continent américain. Le ton est donc monté d'un cran avec des déclarations américaines estimant que « toutes les options » étaient désormais sur la table, et appelant Pékin à mieux collaborer pour sanctionner Pyongyang. Alors que le nouveau président coréen Moon Jae-In, élu en mai 2017, se déclare partisan du dialogue avec son voisin du nord, les perspectives de coordination des approches américaine et japonaise d'une part, chinoise, sud-coréenne et russe d'autre part, semblent lointaines.

En mer de Chine méridionale, les tensions semblent au contraire s'apaiser, Pékin ayant habilement joué des hésitations américaines et des divisions des pays d'Asie du Sud-Est pour se positionner non plus comme une menace, mais comme possible puissance hégémonique bienveillante. L'équation qui place traditionnellement la Chine comme nécessaire partenaire économique et les États-Unis comme garants de la stabilité stratégique semble donc commencer à se transformer – la Chine mettant en avant, à travers le projet OBOR, des opportunités de financement qui s'accompagnent souvent de contreparties politico-militaires.

La Cour permanente d'arbitrage de La Haye s'est prononcée en juillet 2016 sur les différends sino-philippins en refusant de reconnaître les prétentions chinoises sur l'archipel des Spratleys, mais le président philippin Duterte a décidé de ne pas s'en réclamer, se positionnant sur une ligne plus conciliante vis-à-vis de Pékin. Il s'est ainsi rendu en Chine en octobre 2016 pour consolider les liens économiques entre les deux pays, en signant 13 accords de coopération. En avril 2017, un navire de guerre chinois a pour la première fois fait escale dans un port philippin. Par ailleurs, en dépit de très vives critiques vis-à-vis de l'allié américain et de la dénonciation d'un partenariat inutile pour son pays, Rodrigo Duterte n'a pas remis en cause la rotation de troupes américaines sur son sol, et il affiche de bonnes relations avec le nouveau locataire de la Maison-Blanche, moins regardant que son prédécesseur sur la question des droits de l'homme.

► *Jouer sur la rivalité Pékin/Washington*

Le repositionnement philippin en faveur de la Chine est symptomatique d'un opportunisme qui voit les pays d'Asie du Sud-Est tenter de maximiser leurs gains en jouant de la rivalité Chine/États-Unis dans la région. Pour les pays les plus récalcitrants comme Singapour, Pékin a manié, en sus de la carotte, le

bâton (saisie de neuf blindés d'infanterie singapouriens au retour de Taïwan en novembre 2016). Au forum de défense du Shangri-La Dialogue, les critiques dénonçant l'expansion maritime chinoise se sont faites cette année plus discrètes. Dans le même temps, le projet d'un Code de conduite en mer de Chine méridionale – serpent de mer des discussions Chine-ASEAN depuis plus de 15 ans – a été relancé en mai dernier, alors même que Pékin continue patiemment la militarisation des îles qu'il a consolidées. La Chine pourrait donc bien avoir gagné la bataille de la mer de Chine méridionale sans avoir tiré un seul coup de feu.

En réaction à l'activisme chinois et au repositionnement des pays asiatiques, le Japon, pour qui l'alliance avec Washington reste essentielle pour sa défense, s'est positionné comme premier supporter des États-Unis dans la zone en renforçant ses liens de sécurité avec les autres alliés et partenaires de Washington dans la région. La tâche est difficile dans le cas de la Corée du Sud, les contentieux historiques continuant d'empoisonner la relation stratégique. Les autres pays de la région ont bien accueilli les propositions de coopération nippones, notamment sur la sécurité maritime (renforcement des capacités garde-côtières des Philippines et du Vietnam par exemple). Tokyo a en outre dévoilé une nouvelle stratégie visant à promouvoir un espace indo-pacifique libre et ouvert (*Free and Open Indo-Pacific Strategy*), s'appuyant sur l'aide à la construction d'infrastructures pour renforcer la connectivité de la zone, offrant par là une alternative au projet chinois OBOR. L'Inde s'est d'ailleurs rapprochée du Japon pour la promotion commune d'un « couloir maritime de croissance Asie-Afrique » (*Asia-Africa Growth Corridor – AAGC*) s'appuyant sur un réseau de facilités portuaires en libre accès. Enfin, Tokyo a décidé d'ouvrir des discussions visant à l'entrée en vigueur du très stratégique TPP à 11, sans les Américains, dans l'espoir que ses normes ambitieuses puissent servir de point de référence à l'intégration commerciale de la région, et que Washington décide, à terme, de la rejoindre.

Ce jeu de bascule géopolitique remet au centre du jeu les pays d'Asie du Sud-Est, dont les choix stratégiques seront sans doute déterminants pour entériner un nouveau partage des rôles entre États-Unis et Chine. Pour l'heure, la ligne traditionnelle de pluralisme qui vise à réunir le plus d'acteurs possible pour réduire les risques et préserver l'autonomie stratégique semble prévaloir. Mais pour combien de temps encore ?

C. P. et J. S.

POUR EN SAVOIR PLUS

A. Ekman *et al.*, « Three Years of China's New Silk Roads: From Words to (Re)action? », *Études de l'Ifri*, février 2017.

M. Foucher, « L'Euro-Asie selon Pékin », *Politique étrangère*, vol. 82, n° 1, 2017.

G. Rachman, *Easternization: Asia's Rise and America's Decline from Obama to Trump and Beyond*, New York, Other Press, 2016.

Voir également la carte « Le jeu des puissances en Asie », p. 310.